

La naissance rapide et imprévue de bon nombre des nouvelles républiques a rendu d'autant plus difficile la transition vers la démocratie. La dissolution de l'ancienne Union soviétique a été extrêmement rapide, laissant peu de temps à la mise en place progressive des idées et institutions démocratiques. Bien que l'ancien système soviétique demeure omniprésent dans la pensée et les attitudes de tous les citoyens, nulle part il n'est plus apparent que dans les cercles gouvernementaux. Pour conserver leurs pouvoirs, nombre d'anciens patrons communistes se sont drapés dans le double manteau de la démocratie et du nationalisme. Pourtant, leurs nouvelles idéologies nationalistes constituent une menace aux principes démocratiques du pluralisme, des droits des minorités, d'une opposition loyale et des libertés de presse et d'assemblée. Les présidents Boris Eltsine, en Russie, Leonid Kravchouk, en Ukraine, Rakhman Nabiyeu, au Tadjikistan, et Islam Karimov, en Ouzbékistan, en sont des exemples. D'autre part, Zviad Gamsakhurdia, un dissident de longue date, a été chassé après seulement quelques mois de la présidence de la Géorgie en janvier 1992 pour avoir violé les principes démocratiques. De toute évidence, il n'y a pas de règles qui tiennent lorsque foisonnent les paradoxes.

Par le fait même, l'ironie de la situation montre à quel point il est essentiel d'élaborer des instruments puissants de société civile dans les républiques, c'est-à-dire un corps législatif efficace ainsi que des médias et une magistrature autonomes, pour équilibrer les pouvoirs excessifs du gouvernement ou de la bureaucratie. Dans une certaine mesure, c'est ce qui se produit en Russie, où le Parlement et le dynamisme des médias ont aidé à restreindre les vastes pouvoirs arrachés par le président Eltsine. Malheureusement, le Congrès des députés du peuple, qui forme le plus fort contingent au Parlement, est déjà dépassé par l'ampleur des changements; nombre de ses membres sont des communistes élus conformément à des règles dépassées et non démocratiques. Le Comité a été témoin des débats animés au Congrès des députés du peuple en avril 1992, au moment où M. Eltsine luttait pour conserver les pouvoirs qu'il estimait nécessaires pour mener à bien ses audacieuses réformes économiques. Les tentatives de limiter les pouvoirs de M. Eltsine ne se sont pas arrêtées là. Les tribunaux ont exprimé des réserves au sujet des modifications apportées à la loi sur la presse et du fondement juridique des réformes économiques, tandis que le Tribunal constitutionnel de Russie, créé par le Parlement en décembre 1991, a annulé le décret de M. Eltsine sur la fusion de l'ancien KGB et du ministère de l'Intérieur<sup>41</sup>.

En effet, le legs soviétique paralyse encore nombre des institutions essentielles au développement démocratique et au respect des droits de la personne dans les républiques. En Union soviétique, les décisions émanaient de Moscou, de sorte que les républiques n'étaient guère plus que des exécutants, ne disposant que d'une marge de manoeuvre minimale. Moscou n'encourageait pas l'initiative et la souplesse. Les républiques disposaient d'un corps législatif sous une forme ou une autre, mais elles n'étaient que des bureaucraties serviles, sans pouvoir ou influence véritable. L'adaptation au nouveau contexte du pouvoir impose souvent des tensions énormes à ces institutions et par contrecoup, leur efficacité en souffre. De ce fait, les structures gouvernementales et judiciaires réelles des républiques sont sous-développées; elles auront besoin de temps pour se réaliser.

La crise économique impose en outre une contrainte énorme aux nouvelles institutions démocratiques. Les réformes économiques introduites par M. Eltsine et par d'autres dirigeants républicains afin d'assurer des fondements solides à la croissance future et à la démocratie elle-même pourraient, avec le temps, saper le soutien populaire sans lequel aucun système démocratique ne saurait survivre longtemps. Les difficultés économiques tendent à discréditer les jeunes démocraties et peuvent poser les bases d'un retour à l'autoritarisme.

---

<sup>41</sup> Le KGB fonctionne toujours en Service du renseignement étranger bien que ses pouvoirs, du moins en surface, aient été considérablement réduits.